

Limogeage du 1er vice-président du Burundi pour conduite "partisane" des affaires

PANA, 02 février 2014 Bujumbura, Burundi - Le premier vice-président de la République du Burundi, en charge des questions sécuritaires, politiques et administratives, Bernard Busokoza (photo), a été renvoyé, samedi soir, par un décret du chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza, pour avoir confondu les fonctions gouvernementales et celles de cadre de l'Unité pour le progrès national (ex-parti unique dont il est originaire) au cours d'un mandat de moins de trois mois. Le limogeage intervient dans un contexte de tensions internes au parti UPRONA pour le leadership et de contestation d'un projet gouvernemental de révision de la Constitution actuellement en vigueur dans le pays par une aile à laquelle est resté fidèle jusqu'au bout, le vice-président sortant.

Parmi les motivations du décret de limogeage, le porte-parole de la présidence de la République, Léonidas Hatungimana, est d'ailleurs revenu expliquer que le premier vice-président de la République, "sous pression de son parti politique", n'a pas manqué d'affirmer que le projet de révision de la Constitution de la République allait être retiré du Parlement pour une nouvelle analyse par le gouvernement, 'provoquant ainsi un malaise politique et social et une déstabilisation des pouvoirs'. L'UPRONA et d'autres partis politiques de l'opposition prêtent l'attention au premier vice-président Nkurunziza de vouloir cette révision constitutionnelle pour lui conférer un troisième mandat 'de trop' lors des prochaines élections générales de 2015 dont les enjeux sous-tendent les tensions politiques plus globales du moment au Burundi. M. Busokoza a été encore accusé d'avoir voulu constituer une "entrave" à la mise en application de certaines décisions gouvernementales, en violation de la Constitution. L'une de ces décisions qui vient de conduire à la destitution de M. Busokoza est son arrêté qui annulait, la veille, une mesure du ministre de l'Intérieur, sous sa tutelle administrative, Edouard Nduwimana, portant réhabilitation d'une direction du parti qui avait porté plainte contre sa sortie par un congrès "irrégulier" de 2012. La crise interne à la seconde force politique du pays perdure depuis que le président vice-président de la République, Thérence Sinunguruza, avait quitté, en fin de l'année dernière, ses fonctions dans les mêmes circonstances de dissensions internes à l'UPRONA dont on a dit de plus en plus dans l'opinion une mort proche par "vieillesse" et "usure" de ses élites qui habitent aujourd'hui encore à donner de la chance au sang neuf en un peu plus d'un demi-siècle d'existence. La même opinion des commentateurs politiques à Bujumbura prédisait, dimanche encore une "crise institutionnelle" en vue, à la suite de ce limogeage d'un membre important du gouvernement. L'armature institutionnelle actuelle repose aujourd'hui encore sur les accords d'Août 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation nationale qui prévoit un partage plus équitable, dans des proportions de 60% de responsabilités étatiques pour les Hutu majoritaires, et 40%, pour la minorité Tutsi qui se reconnaît surtout dans le parti UPRONA, partenaire au gouvernement actuel du Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti de la majorité hutu, actuellement au pouvoir par les urnes). L'ex-parti unique avait jusque-là le privilège de fournir les vice-présidents de la République pour préserver les équilibres ethniques dans les institutions et aura de la peine à s'entendre sur un nom consensuel dans l'Etat actuel des divisions internes, prédisaient les mêmes analystes politiques. La vacance du poste de premier-vice président de la République va appeler un remaniement ministériel et les caciques de l'UPRONA ont multiplié, dimanche encore, des menaces de se retirer du gouvernement et des mises en garde contre ceux de leurs ministres qui risqueront la tentation de s'y maintenir ou voudront remplacer les partants par quelque intrus qu'il soit.